

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité administrative
Rue Pierre Bonnard CS87564
64000 Pau

Pau, le 30/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EXAMECA

Route de l'Aéroport
64121 Serres-Castet

Références : DREAL/2026D/3542
Code AIOT : 0005206572

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2026 dans l'établissement EXAMECA implanté Route de l'Aéroport 64121 Serres-Castet. L'inspection a été annoncée le 31/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

A l'occasion de la visite d'inspection du 28 janvier 2025, il a été constaté la présence de 7 systèmes frigorifiques sous pression (GF04, GF05, GF09, GF12, GF13, GF10 et GF36) qui n'avaient pas fait l'objet de requalification périodique à laquelle ils sont soumis dans les délais fixés.

Suite à ce constat, la mise en demeure du 14 mars 2025 a été signée avec un délai de régularisation de 3 mois.

Le 6 juin 2025, Exameca a transmis un courrier indiquant son projet de remplacement de 3 de ces systèmes frigorifiques (GF09, GF10 et GF36) et demandant pour cela un délai supplémentaire de 4 mois.

Suite à ce courrier, l'arrêté d'astreinte administrative du 7 octobre 2025 a été signé ; celui-ci prévoit l'application d'une astreinte administrative à compter du 15 octobre 2025 en cas de non mise en conformité de ces 3 systèmes frigorifiques.

Le 12 novembre 2025, une nouvelle inspection a été réalisée en vue de vérifier la mise en conformité des 7 systèmes frigorifiques. Celle-ci a conclu que la situation de 5 d'entre eux été régularisée mais un doute subsistait quant à la situation du GF10 et du GF36 : en effet, le statut (soumis ou non) des échangeurs de ces 2 systèmes frigorifiques n'était pas clairement établi .

La présente inspection vise à vérifier la mise en conformité de ces 2 derniers groupes froids : GF10 et GF36.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EXAMECA
- Route de l'Aéroport 64121 Serres-Castet
- Code AIOT : 0005206572
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Implantée depuis 1991 à Serres-Castet, la société EXAMECA est une filiale du groupe MOTHERSON. Elle est spécialisée dans le travail mécanique des métaux et le traitement de surface. Elle produit des pièces mécano-soudées essentiellement pour les grands donneurs d'ordre du secteur aéronautique mais aussi pour les équipementiers du secteur automobile.

L'entreprise propose à ces clients des prestations :

- d'étude et conception de produits aéronautiques mécano-soudés,
- de conception et fabrication d'outillages,
- de conception et fabrication d'équipements spéciaux.

Environ 300 salariés sont employés sur le site de Serres-Castet.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des équipements soumis	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure
2	Requalification systèmes frigorifiques GF10 et GF36	AP de Mise en Demeure du 14/03/2025, article article 1	Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure
3	Personne compétente	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de vérifier la conformité des deux derniers systèmes frigorifiques GF10 et GF

36. Plus précisément :

- la mise en conformité du GF10 a pu être réalisée par SOCOTEC,
 - SOCOTEC a pu justifier que le GF36 n'était pas soumis aux dispositions de l'arrêté du 20/11/2017.
- Elle a également permis de vérifier la mise à jour de la liste des équipements soumis.

Par conséquent, l'ensemble des dispositions de l'arrêté de mise en demeure n°ESP/6572/25/17 du 14 mars 2025 sont respectées. Celle-ci peut donc être levée ainsi que l'arrêté d'astreinte administrative n°ESP/6572/25/82 du 7 octobre 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des équipements soumis

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, appareils à pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage.Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant a présenté sa liste des équipements soumis. Les observations formulées lors de la dernière inspection ont bien été prises en compte. Celle-ci n'appelle plus d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

N° 2 : Requalification systèmes frigorifiques GF10 et GF36

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/03/2025, article article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Appareils à pression
Prescription contrôlée : La société EXAMECA est mise en demeure de régulariser, sous trois mois, la situation des équipements sous pression exploités sur son site dont l'échéance de la période maximale de la requalification périodique est dépassée : <ul style="list-style-type: none">- soit en respectant les dispositions de l'article 25-IV de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé en arrêtant leur exploitation,- soit en respectant :<ul style="list-style-type: none">. les dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé pour les équipements suivis selon un plan d'inspection en faisant procéder à leur requalification périodique,

. les dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé pour les équipements suivis selon le régime général en faisant procéder à leur requalification périodique.

Constats :

GF10 :

L'exploitant a mandaté l'organisme habilité SOCOTEC pour procéder à la régularisation de ce système frigorifique.

Celui-ci a procédé aux interventions suivantes :

- établissement et approbation d'un plan d'inspection (documents datés du 26/2/2026). S'agissant d'une régularisation, celui-ci prévoit bien un suivi renforcé jusqu'à la prochaine requalification périodique - dans 3 ans - conformément au courrier BSERR n°2023-013
- une visite périodique (rapport daté du 26/2/2026)
- requalification périodique (attestation de requalification datée du 26/2/2026)
- visite et attestation de mise en service (rapport de visite du 26/2/2026 et attestation du 26/3/2026)

A noter que ce système frigorifique est un ensemble dont seulement les 2 compresseurs sont des équipements soumis.

Cette régularisation n'appelle pas d'observation

GF36 :

La société SOCOTEC a également été mandatée pour procéder à la régularisation de ce système frigorifique. Néanmoins l'analyse de celle-ci l'a conduit à conclure que ce dernier n'est pas soumis. Les éléments de justification ont été apportés par message électronique du 27/3/2026 :

- En particulier, les compresseurs présents sur ce groupe froid sont d'origine (année de fabrication 1999). Pour ces équipements sans marquage réglementaire et construits avant le mois de mai 2002, l'inspection périodique et la requalification périodique ne sont pas requises.
- De plus, concernant l'échangeur présent sur le groupe GF36, en application de la fiche CLAP X062, celui-ci peut être classé comme tuyauterie, et au vu des diamètres et du fluide, qui ne rentre pas dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 20/11/2017.

La démonstration résumée ci-dessus n'appelle pas d'observation sur le fond. Par contre, il importe que ces éléments soient formalisés et joints au dossier technique du GF36 - voir obs 1

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

OBS1 : L'exploitant fournit un rapport ou une attestation formelle concernant la non soumission du GF36 aux dispositions de l'arrêté du 20/11/2017.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

N° 3 : Personne compétente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article article 2

Thème(s) : Risques accidentels, appareils à pression

Prescription contrôlée :

<p>Personne compétente : personne, désignée par l'exploitant, apte à :</p> <ul style="list-style-type: none"> -vérifier lors de leur installation le maintien de la conformité des équipements et de leurs accessoires aux exigences essentielles de sécurité mentionnées aux articles R. 557-9-4 et R. 557-10-4 ; -réaliser une intervention ; -reconnaître lors de l'inspection périodique ou du contrôle après intervention non notable, les défauts qu'ils présentent le cas échéant, et à en apprécier la gravité ;-rédiger le plan d'inspection sous la responsabilité de l'exploitant ; -valider la bonne mise en œuvre des différentes dispositions prévues dans un cahier technique professionnel ;
<p>Constats :</p> <p>L'acte de désignation du responsable maintenance comme personne compétente, daté du 26/2/2026 a été présenté.</p> <p>Cette personne indique avoir suivi, ainsi que plusieurs autres collaborateurs, une formation de 7h dispensée par SOCOTEC.</p> <p>Sans observation</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>